

PATENT ASSIGNMENT COVER SHEET

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.2

EPAS ID: PAT4775577

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT	
NATURE OF CONVEYANCE:	ASSIGNMENT	
CONVEYING PARTY DATA		
	Name	Execution Date
	NANOPLAS	01/27/2016
RECEIVING PARTY DATA		
Name:	PLASMA-THERM, LLC	
Street Address:	10050 16TH STREET NORTH	
City:	ST. PETERSBURG	
State/Country:	FLORIDA	
Postal Code:	33716	
PROPERTY NUMBERS Total: 1		
Property Type	Number	
Application Number:	15870890	
CORRESPONDENCE DATA		
Fax Number:		
<i>Correspondence will be sent to the e-mail address first; if that is unsuccessful, it will be sent using a fax number, if provided; if that is unsuccessful, it will be sent via US Mail.</i>		
Phone:	813-367-5755	
Email:	HKAUGET@BURR.COM	
Correspondent Name:	HARVEY S. KAUGET BURR & FORMAN, LLP	
Address Line 1:	201 NORTH FRANKLIN STREET	
Address Line 2:	SUITE 3200	
Address Line 4:	TAMPA, FLORIDA 33602	
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	1222957.0000241.1	
NAME OF SUBMITTER:	HARVEY S. KAUGET	
SIGNATURE:	/Harvey S. Kauget/	
DATE SIGNED:	01/13/2018	
Total Attachments: 24		
source=241-Acte-de-cession#page1.tif		
source=241-Acte-de-cession#page2.tif		
source=241-Acte-de-cession#page3.tif		
source=241-Acte-de-cession#page4.tif		
source=241-Acte-de-cession#page5.tif		

source=241-Acte-de-cession#page6.tif
source=241-Acte-de-cession#page7.tif
source=241-Acte-de-cession#page8.tif
source=241-Acte-de-cession#page9.tif
source=241-Acte-de-cession#page10.tif
source=241-Acte-de-cession#page11.tif
source=241-Acte-de-cession#page12.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page1.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page2.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page3.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page4.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page5.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page6.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page7.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page8.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page9.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page10.tif
source=241-Acte-de-Cession-translated#page11.tif
source=241-1-affidavit#page1.tif

Enregistré à : S.I.E PARIS 6E - POLE ENREGISTREMENT

Le 20/05/2016 Bordercau n°2016/553 Case n°18

Ext 3718

Enregistrement : 25 €

Pénalités :

Total liquidé : vingt-cinq euros

Montant reçu : vingt-cinq euros

L'Agente des impôts

Laetitia JACQUEL
Agent des Finances Publiques

CESSION D'ELEMENTS D'ACTIFS

INTERVENANT EN APPLICATION DE L'ARTICLE

L 642-19 DU CODE DE COMMERCE

SOUS CONDITION RESOLUTOIRE

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La société « **NANOPLAS** », Société par Actions Simplifiée, au capital de 203.075 € dont le siège social est à PARIS (75013) Regus Bibliothèque National Zac Rive Gauche 118/122 Avenue de France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 489 979 898 RCS PARIS, déclarée en **liquidation judiciaire** par Jugement du Tribunal de Commerce en date du **27 mai 2015**,

Représentée par la **SCP B.T.S.G**, Mandataire Judiciaire, dont l'étude est sise à PARIS (75017) 3 rue Troyon, prise en la personne de **Maître Stéphane GORRIAS**, désignée en qualité de Liquidateur par ledit jugement du **27 mai 2015**.

Ci-après dénommée "LE VENDEUR" ou "LE CÉDANT" ;
D'UNE PART ;

ET :

La Société **PLASMA-THERM**, LLC, Société de droit américain, dont le siège social est sis à St Petersburg, en Floride FL 33716, 10050 16th Street N, FEI number 26-3799591,

Représentée par son Président, **Monsieur Abdul LATEEF**, dûment habilité aux fins des présentes

Ci-après dénommée "L'ACQUEREUR" ou "LE CESSIONNAIRE" ;
D'AUTRE PART

Toutes les parties ci-dessus désignées sont présentes à l'acte.

6

AL

CAPACITÉ

L'ACQUEREUR déclare :

- ne pas être en état de faillite, liquidation judiciaire, redressement judiciaire ou cessation de paiement ou faire l'objet de condamnation pénale ;
- n'être pas susceptible de faire l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation totale ou partielle de ses biens ;
- ne se trouver dans aucun des cas d'incapacité prévus par la loi et les règlements en vigueur ;
- que les gérant et associés de la Société PLASMA THERM, LLC, ne disposent pas de la qualité de parent ni d'allié jusqu'au 2^{ème} degré inclusivement, des dirigeants de droit ou de fait de la Société « **NANOPLAS SAS** » et qu'ils s'engagent à ne pas céder de parts de la société cessionnaire à ces mêmes dirigeants, conformément aux dispositions des articles L.642-3 et L.642-20 du Code de Commerce.

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Que par Jugement en date du **1^{er} avril 2015**, le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé à l'encontre de la Société NANOPLAS SAS une procédure de Redressement Judiciaire, désignant Monsieur TESSIOT en qualité de Juge Commissaire, la SELARL BAULAND, CARBONI, MARTINEZ & Associés en la personne de Maître Carole Martinez en qualité d'Administrateur Judiciaire et la SCP B.T.S.G prise en la personne de Maître Stéphane GORRIAS en qualité de Mandataire Judiciaire.

Que par Jugement en date du **27 mai 2015**, le Tribunal de Commerce de Paris a prononcé à l'encontre de la Société NANOPLAS SAS une procédure de Liquidation Judiciaire, maintenant Monsieur TESSIOT en qualité de Juge Commissaire, et désignant la SCP B.T.S.G prise en la personne de Maître GORRIAS en qualité de Liquidateur.

Que la Société NANOPLAS SAS exploitait un fonds de commerce de recherche dans le secteur des micro-processeurs,

Qu'à l'ouverture de la procédure, la société NANOPLAS SAS employait 7 salariés,

Que compte tenu des délais impartis et afin de préserver les droits des salariés, la SCP BTSG a été dans l'obligation de procéder à leur licenciement,

Que la société NANOPLAS SAS a réalisé au cours de l'exercice arrêté au 31/12/2014, un chiffre d'affaires net de 524 176 € ayant dégagé un résultat d'exploitation négatif de 2 210 534 € et généré une perte de 982 683 €,

Qu'en raison de l'intérêt des actifs et/ou de l'activité, des recherches ont été effectuées pour trouver des candidats susceptibles de formuler une offre de reprise desdits actifs,

Que différents moyens (mailing, mise en ligne INTERNET sur le site Lexad.net) ont été mis en place pour permettre une recherche la plus élargie possible dans un laps de temps assez court,

Qu'une première offre de reprise des actifs isolés de la technologie ALDE a été déposée par l'ACQUEREUR le 27 juillet 2015 pour 1 €, en complément de l'offre HDRF,

Que cette offre à 1 € a été rejetée par Monsieur le Juge-Commissaire par Ordonnance du 5 août 2015,

Qu'une nouvelle date limite de dépôt d'offres entre les mains de la SCP B.T.S.G a été fixée au 2 octobre 2015,

Qu'au terme du délai, la Société PLASMA THERM a déposé une nouvelle offre de reprise des éléments incorporels et corporels attachés à la technologie ALDE moyennant le prix de 10.000 € (**Annexe 1**),

Que par lettre du 29 octobre 2015, la société PLASMA-THERM a amélioré le prix offert pour le porter à **20.000 €** et a prolongé la date de validité de son offre au 15 décembre 2015 (**Annexe 2**),

Que par lettre en date du 8 janvier 2016, la société PLASMA-THERM a une nouvelle fois prolongé la date de validité de son offre au 30 janvier 2016 (**Annexe 3**),

Que dans ces conditions, par Ordonnance en date du **27 janvier 2016 (Annexe 4)**, Monsieur le Juge Commissaire a :

« Vu la requête présentée par Maître Stéphane GORRIAS et les motifs y exposés,

Vu les dispositions de l'article L.642-19 du Code de Commerce,

Vu l'avis du dirigeant,

Autorisons la cession des actifs corporels et incorporels de la technologie ALDE et dépendant de la liquidation judiciaire de la SAS NANOPLAS au profit de la société PLASMA-THERM ou de toute personne physique ou morale qui s'y substituerait, dont il resterait solidaire des engagements, dans les termes de son offre qui se résume ainsi :

Reprise des éléments d'actifs pour le prix de 20.000 €, se répartissant comme suit :

- *Eléments incorporels 18.000 €*
- *Eléments corporels 2.000 €*

FIXONS la date d'entrée en jouissance de la cession au lendemain de la présente.

Disons qu'il y a lieu de notifier le dépôt de la présente ordonnance à :

- *Dirigeant ;*
- *Acquéreur ; »*

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

CESSION D'ELEMENTS D'ACTIFS

La **SCP B.T.S.G.**, prise en la personne de Maître Stéphane GORRIAS, ès qualités de Liquidateur de la société NANOPLAS SAS, transfère et vend par les présentes à la société PLASMA THERM – ***sous la condition résolutoire ci-après énoncée*** - qui accepte, l'ensemble des éléments corporels et incorporels ci-après désignés et appartenant en pleine propriété à la Société NANOPLAS SAS, savoir :

I) ELEMENTS INCORPORELS

- L'ensemble des droits que la Société **SAS NANOPLAS** possède, sans aucune exception ni réserve, de propriété et d'exploitation sur les Brevets et/ou demandes de Brevets, résultats scientifiques, logos..., tels que listés **de manière non exhaustive** par l'ACQUEREUR dans le cadre de son offre (**Annexe 5**) et répertoriés par le Cabinet NOVAGRAAF, Conseil et Propriété Intellectuelle, en **Annexe 6**, et **exclusivement attachés à l'activité ALDE, à savoir :**

O/Ref.	Country	Applicant	Filing date	Filing N°	Pub date	Pub N°
BNT209670CNPC	CN	NANOPLAS	22/07/2013	201380038733.8	03/06/2015	CN 104685605 A
BNT209670EPPC	EP	NANOPLAS	22/07/2013	13756581.8	27/05/2015	2875517
BNT209670FR00	FR	NANOPLAS	20/07/2012	1257037	24/01/2014	2993576
BNT209670JPPC	JP	NANOPLAS	22/07/2013	2015-522156	/	/
BNT209670KRPC	KR	NANOPLAS	22/07/2013	10-2015-7004383	08/04/2015	10-2015-0038172
BNT209670PC00	PC	NANOPLAS	22/07/2013	PCT/FR2013/051768	23/01/2014	WO2014/13209
BNT209670SGPC	SG	NANOPLAS	22/07/2013	11201500389U	/	/
BNT209670TW00	TW	NANOPLAS	22/07/2013	102126199	16/04/2014	201415520
BNT209670USPC	US	NANOPLAS	22/07/2013	14/415,976	27/08/2015	2015/0243485

En particulier, le CEDANT cède au CESSIONNAIRE qui accepte, la propriété pleine et entière des Brevets, en ce inclus le ou les brevet(s) qui sera/seront délivré(s) par la suite sur les demandes de brevets existantes.

- Les données de fabrication et procédés.

6
AL

II) ELEMENTS CORPORELS

- Les pièces détachées pour l'installation ALDE SN302,
- Le rapport de démos ALDE ;
- Les fichiers de données de fabrication, fichiers Solidworks, les noms des fournisseurs, la liste de matériels, coûts composants ;
- Manuel utilisateur, procédure de maintenance et liste de pièces détachées pour ALDE 300 ;
- L'ensemble des supports papiers et informatiques et leur contenu (dossiers de fabrication et rapports de procédés ;
- Les archives

appartenant en pleine propriété au VENDEUR, tels que listés en **Annexe 7**.

A l'exclusion de tout autre élément corporel et incorporel, des stocks et de tout contrat de crédit, tout contrat de crédit-bail, tout prêt, tout contrat de maintenance et de location, de tout effet mobilier dont la restitution aura été ordonnée judiciairement par Monsieur le Juge Commissaire, et de tout élément corporel et incorporel faisant l'objet d'une revendication de propriété.

A la connaissance de l'ACQUEREUR, il n'existe aucune procédure de revendication en cours.

S'agissant d'une cession d'actifs isolés, aucun contrat n'est poursuivi et aucun salarié n'est repris par l'ACQUEREUR, ceux-ci ayant été précédemment licenciés.

CONDITION RESOLUTOIRE

La présente cession est régularisée sous la condition résolutoire que l'ordonnance rendue par Monsieur le Juge Commissaire ne soit pas infirmée par une décision judiciaire définitive.

A cet égard, les parties conviennent que la délivrance du Certificat de non Appel par la Cour d'Appel de Paris rendra les présentes définitives, sans qu'il soit nécessaire de les réitérer par un avenant.

PROPRIETE – JOUISSANCE

L'ACQUEREUR est propriétaire des éléments cédés, à compter de ce jour.

Il en a la jouissance depuis le **28 janvier 2016**, soit le lendemain de l'ordonnance rendue par Monsieur le Juge Commissaire, conformément à l'ordonnance, à ses frais exclusifs et sous son entière responsabilité.

CLAUSE CONCERNANT LA REPRISE DES MATERIELS

L'ACQUEREUR reconnaît qu'il a depuis le **28 janvier 2016**, date d'entrée en jouissance des actifs, objet de la présente cession, la gestion et la conservation des actifs qui sont sous son contrôle et sa supervision.

Par conséquent, l'ACQUEREUR assume la responsabilité exclusive desdits actifs et les risques liés à leur détention depuis le **28 janvier 2016**.

L'ACQUEREUR qu'il a effectué les opérations de désinstallation des actifs repris, sous sa responsabilité exclusive.

CONSÉQUENCES LA CESSION DES BREVETS

En conséquence de cette cession, l'ACQUEREUR est subrogé dans tous les droits et actions du VENDEUR, l'ACQUEREUR aura la faculté d'entreprendre, de reprendre ou de continuer toute action à son profit, à ses risques, tant en demande qu'en défense de sorte qu'à compter de la Date d'effet, il aura la propriété et la jouissance entière des Brevets et/ou demandes de Brevets ; il pourra en disposer ou les exploiter à son gré.

La présente cession emporte notamment le droit pour l'ACQUEREUR d'agir en contrefaçon à l'égard de tous les actes de contrefaçon antérieurs ou postérieurs à ladite cession. Les frais, risques ou bénéfices résultant de ces poursuites sont exclusivement supportés par l'ACQUEREUR, et respectivement profitent exclusivement à l'ACQUEREUR.

CHARGES ET CONDITIONS ATTACHEES A LA CESSION DES BREVETS

Il est rappelé que conformément à l'ordonnance rendue par Monsieur le Juge Commissaire, le liquidateur judiciaire ne détient aucune information sur d'éventuels nantissements ou contrat de licence grevant ou attaché au portefeuille de brevets, en conséquence l'ACQUEREUR déclare faire, à ses risques et périls et à ses frais, son affaire personnelle des éventuelles sûretés grevant les brevets et contrats de licence attachés aux brevets, sans recours contre la liquidation Judiciaire.

La **SCP B.T.S.G**, prise en la personne de **Maître Stéphane GORRIAS** ne détient aucune information sur d'éventuels litiges relatifs aux Brevets. LE **CESSIONNAIRE** en prend acte et déclare en faire son affaire personnelle, dégageant la **SCP B.T.S.G**, prise en la personne de **Maître Stéphane GORRIAS**, ès qualités, de toute responsabilité à cet égard.

L'**ACQUEREUR** déclare acquérir les Brevets en parfaite connaissance de la situation du **VENDEUR**, en liquidation judiciaire, et entend faire son affaire personnelle de la poursuite de leur exploitation, et dégage la **SCP B.T.S.G**, prise en la personne de **Maître Stéphane GORRIAS**, ès qualités, de toute responsabilité à cet égard.

Au cas où les Brevets cédés viendraient à être déclarés nuls ou déchus par décision judiciaire définitive, l'**ACQUEREUR** ne pourra prétendre à aucune indemnité compensatoire de la part du **VENDEUR**, et ne pourra exercer aucun recours contre la **SCP B.T.S.G**, prise en la personne de **Maître Stéphane GORRIAS** ès qualités.

Enfin, l'**ACQUEREUR** supportera, à compter de la date d'entrée en jouissance, et uniquement pour l'avenir, les contributions de toute nature, notamment les annuités et taxes conditionnant le maintien en vigueur des titres des Brevets et dues à chacun des offices nationaux ou régionaux compétents pour délivrer ces titres, ainsi que tous honoraires, frais et taxes auxquels les Brevets seront assujettis.

A cet égard, l'**ACQUEREUR** déclare être parfaitement informé et faire son affaire personnelle et sous sa seule responsabilité, dans les délais et à ses frais, de la poursuite des procédures de demandes de brevets déposées par le Cabinet NOVAGRAAF, et déclare avoir pris attache avec ledit Cabinet dès avant les présentes, cela sous sa seule responsabilité et sans aucun recours contre la **SCP B.T.S.G**, prise en la personne de **Maître Stéphane GORRIAS** ès qualités.

REMISE DES ARCHIVES

Conformément à l'ordonnance de Monsieur le Juge Commissaire, la Société **PLASMA THERM** fait, à ses frais exclusifs, son affaire personnelle de la récupération des archives de l'entreprise et de tous documents scientifiques.

PRIX DE CESSION

La reprise des actifs ci-avant énoncés a été proposée et admise par Monsieur le Juge Commissaire moyennant un prix de cession de **VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €)**, hors droits, se décomposant comme suit :

Actifs incorporels

Prix de cession	18.000 €
-----------------	----------

Actifs corporels

Prix de cession	2.000 €
-----------------	---------

Prix de cession total	20.000 €
-----------------------	----------

L'ACQUEREUR étant une société américaine, il n'y a pas lieu à application de la TVA.

La ventilation du prix ci-dessus n'est faite que pour satisfaire aux dispositions de l'article L. 141.1 du Code de Commerce, (Anc. L.29 juin 1935, art.12), elle ne pourra être invoquée par qui que ce soit, nonobstant les évaluations qui pourraient être faites ou résulter d'expertises quelconques, le montant du prix représentant dans l'esprit des parties la valeur intrinsèque des actifs cédés.

PAIEMENT DU PRIX

Ledit prix de **VINGT MILLE EUROS (20.000,00 €)** a d'ores et déjà été versé sur le compte de la CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION de la SCP BTSG, prise en la personne de Maître Stéphane GORRIAS, les 20 octobre 2015 et 6 janvier 2016, ainsi que cette dernière le reconnaît et en consent ici à l'ACQUEREUR bonne et valable quittance, entière définitive et sans réserve.

« DONT QUITTANCE »

6

AL

DÉCLARATIONS DE L'ACQUEREUR

L'ACQUEREUR déclare :

- Faire son entière affaire personnelle de toutes démarches administratives ou autres concernant son activité commerciale.
- Etre en outre dûment informé que la présente cession d'actifs, soumise aux articles L 642- 19 et suivants du Code de Commerce n'est pas une vente de droit commun, mais intervient dans le cadre d'une ordonnance de cession d'actifs à la suite du dépôt d'une offre rédigée par lui seul et retenue par Monsieur le Juge Commissaire, ce qui implique l'existence d'un aléa exclusif de l'application des garanties dans le droit commun de la vente, ce qui a été - et est en tant que de besoin expressément - accepté par lui.
- En conséquence acquérir les éléments d'actifs dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exiger une quelconque indemnité de la part de la liquidation judiciaire pour quelque cause que ce soit.

A cet égard :

- qu'il a eu une connaissance suffisante des actifs inclus dans le périmètre de reprise,
- que le prix a été fixé par lui dans son offre à titre forfaitaire et définitif,
- que le VENDEUR a satisfait à son obligation de délivrance,
- qu'il renonce par conséquent à tous les recours, réclamations, revendications et actions quelconques contre le VENDEUR concernant l'ensemble des éléments cédés.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes, des peines et sanctions encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation. En outre, le rédacteur des présentes affirme qu'à sa connaissance le présent acte n'est contredit ni modifié par aucune contre-lettre contenant une augmentation du prix.

FORMALITES CONSECUTIVES A LA CESSION

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original des présentes pour requérir ou effectuer toutes formalités, enregistrement, publication, dépôt et mention, partout et dans toute administration où besoin sera.

Cession des Brevets – L'ACQUÉREUR fera les formalités nécessaires au transfert des Brevets

6

AL

auprès de l'INPI, et de toutes autres institutions chargées de l'enregistrement des Brevets en France et à l'étranger.

CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION

Les parties conviennent expressément que tous les litiges auxquels la présente convention pourra donner lieu pour sa validité, son interprétation, son exécution ou sa résiliation, devront être du ressort du Tribunal de Commerce de Paris.

6

AL

FRAIS ET HONORAIRES

Tous les frais et honoraires des présentes sont à la charge de L'ACQUEREUR, qui s'y oblige expressément, étant précisé que les honoraires du rédacteur de l'acte sont fixés à 2.500 HT €.

ENREGISTREMENT

Le rédacteur des présentes procèdera aux formalités d'enregistrement liées à l'acte. Les droits d'enregistrement qui seront relatifs à la cession seront à la charge de l'ACQUEREUR qui s'y oblige.

ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties déclarent faire élection de domicile :

- **LE VENDEUR** : en l'Étude de la SCP BTSG, ès qualités,
- **L'ACQUÉREUR** : en son siège social sus indiqué.

La présente cession intervenant dans le cadre des dispositions du Code de Commerce relative à la sauvegarde, au redressement et à la liquidation Judiciaire, il ne sera pas fait élection de domicile pour la réception des oppositions, les créanciers ayant d'ores et déjà été invités à déclarer leur créance entre les mains de la SCP BTSG ès qualités en sa qualité de Mandataire Judiciaire.

AUTONOMIE DES STIPULATIONS CONTRACTUELLES

Les Parties conviennent expressément que la nullité éventuelle de l'une quelconque des stipulations des présentes n'aura pas pour effet d'entraîner la nullité de l'ensemble des présentes, les autres stipulations conservant leur pleine et entière validité.

Dans l'hypothèse où une telle nullité serait prononcée, les Parties se rapprocheraient afin de convenir d'une clause de substitution dont l'effet sera le plus proche possible de la stipulation frappée de nullité.

FAIT À PARIS,
L'AN DEUX MILLE SEIZE
ET LE

26/04 et le 3/05

EN QUATRE EXEMPLAIRES DONT UN POUR L'ENREGISTREMENT.

6
AL

Et, après la lecture de l'acte qui leur a été faite par le rédacteur des présentes, les parties susnommées ont signé :

OUR LE VENDEUR

Nom

Signatures

POUR LE VENDEUR

La SCP BTSG

Maître **Stéphane GORRIAS** ès qualités

POUR L'ACQUÉREUR

La Société **PLASMA THERM**

Monsieur **Abdul LATEEF**

Annexes :

Les documents suivants, annexés aux présentes, forment un tout indivisible avec la présente convention :

- Annexe 1 Offre de reprise
- Annexe 2 Lettre améliorative du 29 octobre 2015
- Annexe 3 Lettre de prolongation de validité de l'offre du 8 janvier 2016
- Annexe 4 Ordonnance du 27 janvier 2016,
- Annexe 5 Descriptif de certains actifs incorporels repris,
- Annexe 6 Liste des brevets et droits de propriété intellectuelle établie par le
Cabinet NOVAGRAAF
- Annexe 7 Tableau des actifs isolés repris ALDE

Mots rayés nuls _____

Lignes rayées nulles _____

Mots rajoutés _____

Lignes rajoutées _____

Renvois _____

AL 6

(Reserved for registration)

TRANSFER OF ASSET ELEMENTS

*INTERVENING PURSUANT TO ARTICLE
L 642-19 OF THE COMMERCE CODE
SUBJECT TO A CANCELLATION CLAUSE*

BETWEEN THE UNDERSIGNED:

The company **"NANOPLAS"**, a simplified stock corporation, with a share capital of €203,075, headquartered in PARIS (75013) Regus Bibliothèque National Zac Rive Gauche 118/122 Avenue de France, registered in the Paris Trade and Companies Register under number 489,979,898 RCS PARIS, declared to be in **judicial liquidation** by a court ruling of the Commercial court on **May 27, 2015**,

Represented by **SCP B.T.S.G.**, judicial representative, whose practice is located in PARIS (75017) 3 rue Troyon, acting through **Mr. Stéphane GORRIAS**, appointed as Liquidator by the aforementioned judgment of **May 27, 2015**.

*Hereinafter called "**SELLER**" or "**TRANSFeree**";
ON ONE HAND:*

AND:

The Company **PLASMA-THERM**, LLC, a company incorporated under United States law, headquartered in St Petersburg, Florida FL 33716, 10050 16th Street N, FEI number 26-3799591,

Represented by its President, **Mr. Abdul LATEEF**, duly empowered for the purposes hereby specified

*Hereafter called "**PURCHASER**" or "**ASSIGNEE**";
ON THE OTHER HAND*

All the above-mentioned parties are present at the signing hereof

CAPACITY

The PURCHASER declares:

- not to be in bankruptcy, judicial liquidation, legal redress or with suspension of payments nor to hold any criminal convictions;
- not to be liable to prosecutions which may involve the total or partial confiscation of goods;
- not to be in any of the cases of incapacity mentioned by the law and regulations in force;
- that the manager and partners of the Company PLASMA THERM, LLC, do not have the status of a parent nor of a relative to the second degree inclusive, to the directors at law or in fact of the Company **"NANOPLAS SAS"** and that they are committed not to transfer shares of the company to these same directors, in accordance with the provisions of articles L.642-3 and L.642-20 of the Commerce Code.

THE FOLLOWING IS HEREBY OUTLINED:

That by a Judgment of **April 1, 2015**, the Paris commercial court pronounced against the Company NANOPLAS SAS a legal redress procedure, appointing Mr. TESSIOT as Bankruptcy Judge, the SELARL BAULAND, CARBONI, MARTINEZ & Associés represented by Mrs. Carole Martinez as court administrator and SCP B.T.S.G, represented by Mr. Stéphane GORRIAS as judicial representative.

That by the Judgment of **May 27, 2015**, the Paris commercial court pronounced against the Company NANOPLAS SAS a judicial liquidation procedure, retaining Mr. TESSIOT as bankruptcy judge, and appointing SCP B.T.S.G represented by Mr. GORRIAS as Liquidator.

That the Company NANOPLAS SAS operated a business capital for research in the sector of microprocessors,

That at the time of commencement of the proceedings, the company NANOPLAS SAS employed 7 employees,

That taking into account the time frames and in order to preserve the rights of the employees, SCP BTSG was obliged to proceed to their dismissal,

That the company NANOPLAS SAS achieved during the financial year ending on 12/31/2014, a net sales turnover of €524,176, generating a negative operating result of €2,210,534 and leading to a loss of €982,683,

That due to the interest on assets and/or activity, searches were carried out to find candidates likely to formulate an offer for the recovery of the aforesaid assets,

That different means (mailing, setting on line on Lexad.net) were put into place to facilitate a search, as wide as possible, in a short period of time,

That an isolated trade-in offer of assets from ALDE technology was lodged by the PURCHASER on July 27, 2015 for €1, to complement the HDRF offer,

That this offer of €1 was rejected by the Bankruptcy judge by the ruling of August 5, 2015,

That a new deadline for presentation of the offers in the hands of SCP B.T.S.G was scheduled for October 2, 2015,

That at the end of the period, the Company PLASMA THERM lodged a new trade-in offer of the intangible and tangible assets deriving from the ALDE technology, for around €10,000 **(Appendix 1)**,

That by a letter from October 29, 2015, the company PLASMA-THERM updated the price tendered, raising it to **€20,000** and extended the validity of its offer to December 15, 2015 **(Appendix 2)**,

That by a letter from January 8, 2016, the company PLASMA-THERM newly extended the validity of its offer to January 30, 2016 **(Appendix 3)**,

That under these conditions, by a ruling of **January 27, 2016 (Appendix 4)**, the Bankruptcy judge:

"Considered the claim submitted by Mr. Stéphane GORRIAS and the reasons provided,

Considered the provisions of article L.642-19 of the Commerce Code,

Considered the opinion of the Director,

Authorizing the transfer of tangible and intangible assets of ALDE technology and depending on the judicial liquidation of SAS NANOPLAS in favor of PLASMA-THERM or any person or entity that would substitute it, remaining interdependent of commitments, in terms of their offer which is summarized as follows:

Recovery of the current assets for the price of €20,000, being distributed as follows:

- *Intangible elements €18,000*
- *Tangible elements €2,000*

SETTING the effective date to specify the immediate transfer following this issuance hereof.

Saying that it is necessary to notify the lodging of this ruling:

- Director;
- Purchaser;”

THIS EXPOSES, AGREES AND STIPULATES WHAT FOLLOWS:

TRANSFER OF ASSET ELEMENTS

SCP B.T.S.G, acting through Mr. Stéphane GORRIAS, as Liquidator of the company NANOPLAS SAS, hereby transfers and sells the company PLASMA THERM - ***subject to the cancellation clause stated hereafter*** – which accepts, all intangible and tangible assets hereafter indicated and full ownership of NANOPLAS SAS, namely:

I) INTANGIBLE ELEMENTS

- The full rights that the Company **SAS NANOPLAS** has, without exception or reserve, of property and exploitation of the licenses and/or patent claims, scientific results, logos, etc., as listed **in a non-exhaustive manner** by the PURCHASER within the scope of its offer (**Appendix 5**) and indexed by Cabinet NOVAGRAAF, Council and Intellectual Property, in **Appendix 6**, and **exclusively bound to the activity of ALDE, namely:**

The/Ref.	Countries	Applicant	Filing date	Filing No.	Pub date	Pub No.
BNT209670CNPC	CN	NANOPLAS	07/22/2013	201380038733.8	6/3/2015	CN 104685605 A
BNT209670EPPC	EP	NANOPLAS	7/22/2013	13756581.8	5/27/2015	2875517
BNT209670FR00	FR	NANOPLAS	7/20/2012	1257037	1/24/2014	2993576
BNT209670JPPC	JP	NANOPLAS	7/22/2013	2015-522156	/	/
BNT209670KRPC	KR	NANOPLAS	7/22/2013	10-2015-7004383	4/8/2015	10-2015-0038172
BNT209670SGPC	SG	NANOPLAS	7/22/2013	11201500389U	/	/
BNT209670TW00	TW	NANOPLAS	7/22/2013	102126199	4/16/2014	201415520
BNT209670USPC	US	NANOPLAS	7/22/2013	14/415,976	8/27/2015	2015/0243485

;

Notably, the TRANSFEREE transfers to the ASSIGNEE, who accepts the full ownership of the property and licenses, including the patent(s) which shall be delivered thereafter with the existing patent claims.

- Data regarding manufacture and procedures.

II) TANGIBLE ELEMENTS

- The spare parts for installation of ALDE SN302,
- The report on ALDE demos;
- Data files regarding manufacture, Solidworks files, supplier names, list of materials, constituent costs;
- User's manual, maintenance procedure and spare parts list for ALDE 300;
- The full set of papers and data processing, as well as their contents (manufacturing records and procedures reports;
- Files

belonging in full ownership to the SELLER, such as those listed in **Appendix 7**.

To the exclusion of any other intangible and tangible element, stocks and any credit contract, any leasing contract, any loan, any leasing and maintenance contract, with the effect of property in which the refund was ordered judicially by the bankruptcy judge, for all tangible and intangible elements that are the object of a property claim.

To the knowledge of the PURCHASER, there is no claim procedure in progress.

As this is an isolated transfer of an asset, no contract is to be continued and no employee is to be recovered by the PURCHASER, these having been previously discharged.

CANCELLATION CLAUSE

This transfer is regularized under the cancellation clause that the ruling reached by the bankruptcy judge is not canceled by a final court order.

In this respect, the parties agree that the issuance of the certificate of non-appeal by the Paris Court of Appeal shall make these terms definitive, without being necessary to reiterate them by an amendment.

PROPERTY - ENJOYMENT

The PURCHASER is the owner of the transferred elements, as from this day.

He may enjoy them as from **January 28, 2016**, the day following the ruling reached by the bankruptcy judge, in accordance with the ruling, at its own expense and under its responsibility.

CLAUSE CONCERNING THE RECOVERY OF MATERIALS

THE PURCHASER recognizes that after **January 28, 2016**, the date of first enjoyment of the assets, object of this transfer, the management and the conservation of such assets are under its control and supervision.

Therefore, the PURCHASER assumes the full responsibility of the aforesaid assets and the risks related to their ownership as from **January 28, 2016**.

The PURCHASER carried out removal operations of the assets acquired, under its full responsibility.

CONSEQUENCES OF THE ASSIGNMENT OF PATENTS

As a consequence of this transfer, the PURCHASER is surrogated in all the rights and actions of the SELLER, the PURCHASER shall be entitled to undertake, to continue or resume any action in its favor, at his own risk, in claim as well as in defense so that as from the effective date, it shall have the ownership and the enjoyment of the Patents and/or patent claims; it shall be able to lay out or exploit them at its liking.

This transfer bestows the right for the PURCHASER to act in respect of infringements to all counterfeit acts before or after the aforementioned transfer. The expenses, risks or benefits resulting from these proceedings are solely borne by the PURCHASER, and benefit the PURCHASER exclusively.

RELATED FEES AND CONDITIONS OF THE TRANSFER OF PATENTS

It is reminded that in accordance with the ruling reached by the bankruptcy judge, the liquidator has no information regarding possible liens or property licenses or patent portfolios, consequently the PURCHASER accepts at its own risk and expenses, all personal affairs concerning the security rights of the patents and license agreements, without recourse against a judicial liquidation.

SCP B.T.S.G, acting through **Mr. Stéphane GORRIAS** has no information regarding possible litigation relating to Patents. The **ASSIGNEE** takes note of it and declares that it will make it

its personal affair, exempting **SCP B.T.S.G.**, acting through **Mr. Stéphane GORRIAS**, of any responsibility in this respect.

The **PURCHASER** declares to acquire the Patents in full awareness of the situation of the SELLER, which is in judicial liquidation, and intends to make the continuation of its operation its personal affair, exempting **SCP B.T.S.G.**, acting through **Mr. Stéphane GORRIAS**, of any responsibility in this respect.

If the transferred Patents have been suddenly declared null or deposed by a final court order, the **PURCHASER** shall not be able to claim any compensatory allowance on behalf of the SELLER, and shall not be able to exert any recourse against **SCP B.T.S.G.**, acting through **Mr. Stéphane GORRIAS**.

Lastly, the **PURCHASER** shall support, **as from the date of enjoyment**, and only for the future, all contributions, whatever the nature, in particular the annual installments and fees conditional to maintenance of the Patents and due to all national or regional offices qualified to issue them, as well as all other fees, expenses and taxes to which the Patents will be subject.

In this respect, the **PURCHASER** declares being fully informed and to make its personal affair, assuming sole responsibility, within the time frames and at its own expenses, the continuation of the proceedings of patent claims made by the NOVAGRAAF Cabinet, and declares to have consulted with the aforementioned Cabinet prior to the issuance of this document, which shall be of its sole responsibility and without any recourse against **SCP B.T.S.G.**, acting through **Mr. Stéphane GORRIAS**.

DELIVERY OF RECORDS

In accordance with the ruling of the bankruptcy judge, the Company PLASMA THERM, at its own expenses, made it its personal affair to recover the files of the company and all scientific documents.

TRANSFER PRICE

The assets takeover hereby mentioned was proposed and allowed by the bankruptcy judge with the help of a transfer price of **TWENTY THOUSAND EUROS (€20,000.00)**, **excluding duties**, consisting of:

Intangible assets

Transfer price	€18,000
----------------	---------

Tangible assets

Transfer price	€2,000
----------------	--------

Total transfer price	€20.000
----------------------	---------

The PURCHASER, being an American company, is exempt from the application of VAT.

The breakdown of the price above is made only to satisfy the provisions of article L. 141.1 of the Commerce Code, (Anc. L.29 June 1935, art 12), cannot be called upon by anyone, notwithstanding the evaluations which may be made or that result from unspecified appraisals, with the amount representing, in the view of the parties, the intrinsic value of the transferred assets.

PAYMENT OF THE PRICE

This price of **TWENTY THOUSAND EUROS (€20,000.00)** has already been transferred to the account CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATION of SCP BTSG, acting through Mr. Stéphane GORRIAS, the _____, as soon as the latter recognizes it and grants to the PURCHASER a good and valid, final and implicit receipt.

"HEREBY RECEIVED"

DECLARATIONS OF THE PURCHASER

The PURCHASER declares:

- To make its personal affair all administrative procedures concerning its commercial activity.
- To be duly informed that the present transfer of assets, subject to articles L 642-19 and others of the Commerce Code is not a common law sale, but intervenes within the framework of a ruling of assets transfer as a result of the deposition of an offer written by him only and withheld by the bankruptcy judge, which implies the

existence of an exclusive risk to the application of guarantees in the common law sale, which was - and is - expressly accepted by him.

- Consequently, to acquire the assets as they are without being able to demand any compensation due to the bankruptcy, whatever the case may be.

In this respect:

- that it had a sufficient knowledge of the assets included in the scope of the acquisition,
- that the price was settled by him in its offer on a purely contractual and final compensation,
- that the SELLER complied with its obligation of issuance,
- that it consequently waives all appeals, complaints, claims and actions against the SELLER concerning the assets transferred.

STATEMENT OF TRUTH

The parties affirm, as stipulated by article 1837 of the General Tax Code, that this act expresses the entirety of the agreed price. They acknowledge to have been informed by the issuer of this document of the penalties and sanctions incurred in the event of inaccuracy of this document. Moreover, the issuer hereof affirms that to its knowledge this deed is neither contradicted nor modified by any counter-letter containing a price increase.

CONSECUTIVE FORMALITIES TO THE TRANSFER

All capacities are given to the carrier of the original of these documents to demand or perform all formalities, registrations, publications, deposits and mentions, as well as in all administration purposes needed.

Transfer of the Patents – The **PURCHASER** will make all necessary formalities to transfer the Patents of INPI, and all other institutions in charge of the registration of the Patents in France and abroad.

JURISDICTION ATTRIBUTIVE CLAUSE

The parties expressly agree that all litigation arising herefrom shall give place to its validity, interpretation, execution or cancellation, and shall fall within the competence of the Commercial court of Paris.

EXPENSES AND FEES

All expenses and fees hereof are of the responsibility of the PURCHASER, who undertakes them expressly, being specified that the fees of the issuer of the deed are fixed at €2,500.

REGISTRATION

The issuer of this document shall proceed to all registration formalities related to the deed. The registration fees which concern the transfer shall be of the responsibility of the PURCHASER who undertakes them.

CHOICE OF ADDRESS

For the execution of this and subsequent procedures, the parties declare to choose an address:

- **THE SELLER:** at the offices of SCP BTSG, in an official capacity,
- **The PURCHASER:** in its headquarters hereby mentioned.

This transfer intervenes within the framework of the provisions of the Commerce Code concerning safeguarding, rectification and bankruptcy, and will not choose an address for the reception of oppositions; the creditors with rights were invited to declare their debt obligation with SCP BTSG in their capacity as judicial representative.

AUTONOMY OF THE CONTRACTUAL STIPULATIONS

The Parties expressly agree that the possible invalidity of any of the stipulations hereof shall not lead to the invalidity of the whole; all other stipulations retain their full and entire validity.

In the event that such invalidity is pronounced, the Parties shall agree on a replacement clause with an effect as near as possible to the stipulation deemed invalid.

**DRAWN IN PARIS,
ON THE YEAR TWO THOUSAND AND SIXTEEN
AND**

IN FOUR COPIES INCLUDING ONE FOR THE RECORD.

And, after reading the act, which was drawn by the issuer, the above-named parties signed:

THE SELLER

*Name**Signatures***FOR THE SELLER****SCP BTSG**Mr. **Stéphane GORRIAS** in an official capacity**FOR THE PURCHASER**The Company **PLASMA THERM**Mr. **Abdul LATEEF****Appendices:**

The following documents, attached hereto, form an indivisible whole with this agreement:

- Annexe 1 Trade-in offer
- Annexe 2 Updated letter of October 29, 2015
- Annexe 3 Letter of extension of validity of the offer of January 8, 2016
- Annexe 4 Ruling of January 27, 2016,
- Annexe 5 Description of certain recovered intangible assets,
- Annexe 6 List of patents and intellectual property rights established by the
NOVAGRAAF Cabinet
- Annexe 7 Table of ALDE recovered isolated assets

Deleted words _____

Deleted lines _____

Added words _____

Added lines _____

Cross-references _____

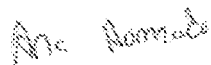
Document/file name: **20160331BF_JD**

AFFIDAVIT OF TRANSLATOR

I,(Ana Honrado) , residing at (Av Metalúrgicos 1A 2840 Seixal - Portugal) hereby state as follows:

I am over eighteen years old, I am competent in the (English) language, I am competent in the (French) language, I have duly translated the text with all due care and am authorized for this certification.

I hereby certify that the attached document in English (20160331BF_JD) is complete and accurate translation of the attached document in (20160331BF_JD).



Signature of translator

Name of Translator

Ana Honrado

Date

04/05/2016